



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral du 29 NOV. 2021
portant autorisation environnementale d'exploiter des
installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent
sur le territoire de la commune de MURAT SUR VÈBRE
- SARL SEPE LE CAYROL -

La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code de l'énergie ;
- Vu** le code forestier ;
- Vu** le code du patrimoine ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le code des transports ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** les décrets n°s 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret n° 2000-877 du 7 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées, notamment son article 2 ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la demande présentée en date du 22 décembre 2017, complétée les 13 juillet 2018 et 18 juillet 2019, par la SARL Société d'Exploitation de Parcs Éoliens (SEPE) LE CAYROL dont le siège social SOCIÉTÉ OSTWIND INTERNATIONAL SAS est situé Espace européen de l'entreprise, 1 rue de Berne - 67 300 SCHILTIGHEIM, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter le parc éolien du Cayrol, composé de trois aérogénérateurs d'une puissance totale de 9 MW sur la commune de MURAT-SUR- VÈBRE ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis du Parc National Régional du Haut Languedoc en date du 2 février 2018 ;
- Vu** l'avis favorable avec prescriptions de la direction générale de l'aviation civile, service national d'ingénierie aéroportuaire, pôle de Toulouse en date du 12 février 2018 ;
- Vu** l'avis favorable avec prescriptions du Ministre de la Défense, direction de la sécurité aéronautique d'État, direction de la circulation aérienne militaire en date du 7 mars 2018 ;
- Vu** l'avis de la DDT-81 en date du 28 novembre 2018, concernant le défrichement et le volet paysage ;
- Vu** l'avis de la DREAL en date du 17 janvier 2020, concernant le volet paysage et précisant que le projet est acceptable car il a un impact modéré sur les paysages qui peuvent être atténués par les mesures proposées ;
- Vu** l'avis défavorable du Conseil National pour la Protection de la Nature en date du 28 novembre 2018 ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale en date du 29 novembre 2018 ;
- Vu** le registre d'enquête publique, organisée du 16 novembre 2020 au 23 décembre 2020, ainsi que le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Vu** les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de MURAT-SUR-VÈBRE en date du 30 novembre 2020 et CAMBON-ET-SALVERGUES en date du 4 janvier 2021 ;

- Vu** le rapport du 15 juillet 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 25 octobre 2021 ;
- Vu** le courrier en date du 15 novembre 2021 par lequel le demandeur mentionne son accord sur le projet du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie le présent arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'installation nécessite l'autorisation de défrichement au titre des articles L.242-13 et L.341-3 du code forestier ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT qu'il est mentionné dans la dérogation espèces protégées la présence sur le site du parc éolien des espèces d'oiseaux protégées à enjeux patrimoniaux élevés suivantes : Aigle royal, Busard cendré, Circaète Jean-le-Blanc, Vautour fauve et Vautour percnoptère ;

CONSIDÉRANT que ces espèces protégées ont des statuts de menaces élevés notamment dans la liste Rouge des espèces menacées en ex Midi-Pyrénées de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) à savoir : l'Aigle royal (statut : en danger), le Busard Saint-Martin (statut : en danger), le Busard cendré (statut : en danger critique), le Circaète Jean-le-Blanc (statut : vulnérable), le Vautour fauve (statut : quasi menacée) et le Vautour percnoptère (statut : en danger critique) ;

CONSIDÉRANT que ces espèces protégées ont aussi des enjeux locaux de préservation importants mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 à savoir : l'Aigle royal (enjeu : fort), le Busard Saint-Martin (enjeu : modéré), le Busard cendré (enjeu : fort), le Circaète Jean-le-Blanc (enjeu : modéré), le Vautour fauve (enjeu : modéré) et le Vautour percnoptère (enjeu : exceptionnel) ;

CONSIDÉRANT que les espèces protégées, mentionnées ci-dessus et dénommées espèces cibles dans le présent arrêté, ont une sensibilité à la collision éolienne et qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour éviter ces collisions ;

CONSIDÉRANT qu'il a lieu de mettre en place, sur toutes les éoliennes, un système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine efficace visant à réduire la mortalité de ces espèces protégées à enjeux locaux élevés ;

CONSIDÉRANT que la directive européenne n°92/43 du 21 mai 1992 et la liste de hiérarchisation régionale visent aussi les chiroptères en tant qu'espèces à protéger ;

CONSIDÉRANT qu'il est mentionné dans la dérogation espèces protégées la présence sur le site du parc éolien des espèces de chiroptères protégées à enjeux patrimoniaux élevés suivantes : Noctule commune, Noctule de Leisler, Molosse de Cestoni, Minioptère de Schreibers ;

CONSIDÉRANT la forte sensibilité aux éoliennes du groupe des Noctules, pouvant voler par vents forts, et dont les populations nationales sont en très fort déclin depuis une décennie ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de brider les mâts éoliens pour protéger les chauves-souris, en particulier les espèces de haut vol et à enjeu patrimonial élevé comme le groupe des Noctules ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de vérifier à tout moment que ces systèmes de protection avifaune et chiroptères sont efficaces et opérationnels ;

- CONSIDÉRANT** qu'il a lieu de permettre le contrôle de l'autorité administrative compétente à tout moment ;
- CONSIDÉRANT** qu'il sera nécessaire de réagir en cas de découverte de la mortalité d'une des six espèces protégées mentionnées ci-dessus ;
- CONSIDÉRANT** les mesures imposées à l'exploitant, notamment durant les phases de travaux d'installation visant à protéger la biodiversité des milieux des habitats et de la flore et qui impose en particulier l'encadrement de ces travaux par un écologue habilité durant cette phase spécifique de la vie de l'installation ;
- CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant visent à assurer des suivis naturalistes réguliers des impacts du parc éolien sur la faune environnante tout au long de la période d'exploitation et considérant qu'au regard de l'analyse de ce suivi des mesures nouvelles visant à corriger ces impacts pourraient être proposées si nécessaire afin de réduire les impacts proposés ;
- CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à réduire l'impact sur la biodiversité présenté par les installations et qu'un contrôle de ces impacts devra être réalisé dès la mise en exploitation du parc et réalisé ensuite selon une fréquence régulière ;
- CONSIDÉRANT** qu'après étude des variantes proposées dans l'étude d'impact, le projet représente bien le projet de moindre impact environnemental ;
- CONSIDÉRANT** que le projet représente une raison impérieuse d'intérêt public majeur au vu de sa participation aux politiques publiques de développement des énergies vertes, mis en balance avec les impacts environnementaux envisagés ;
- CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation adoptées par le pétitionnaire ne remettent pas en cause le bon état écologique des populations d'espèces protégées présentes sur le secteur ;
- CONSIDÉRANT** que, du fait de boisements importants et d'une topographie chahutée, le projet ne devrait avoir qu'un impact limité sur le grand paysage ;
- CONSIDÉRANT** que l'implantation du parc éolien a été réalisée en tenant compte des secteurs à protéger et des distances d'éloignement réglementées en vigueur vis-à-vis des secteurs habités et que des mesures de sécurité publique sont par ailleurs imposées en complément des mesures techniques de sécurité minimale imposées par les prescriptions nationales ;
- CONSIDÉRANT** que le projet est situé en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques gérées par le ministre de la défense et n'est donc pas de nature à remettre en cause la mission des forces militaires ;
- CONSIDÉRANT** que la hauteur des éoliennes impose la mise en place d'un balisage diurne et nocturne ;
- CONSIDÉRANT**, au niveau national, que, face au dérèglement climatique, la France souhaite accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris qui est intervenu consécutivement à la COP21, le 12 décembre 2015, afin de retrouver au plus vite une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre compatible avec l'objectif de maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 2 °C ;
- CONSIDÉRANT** que pour y parvenir, le Plan climat de juillet 2017 donne pour objectif l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. La Stratégie nationale bas carbone précise les grandes orientations pour y arriver. L'énergie a une place prépondérante au regard des enjeux climatiques : en 2016, la consommation d'énergie représentait 74 % des émissions de gaz à effet de serre françaises. C'est pourquoi le respect de cet objectif dépend de la capacité de la France à :
- décarboner totalement le secteur de l'énergie ;
 - réaliser des efforts très ambitieux d'efficacité énergétique et de sobriété tout en remplaçant toutes les énergies fossiles par des énergies n'émettant pas de gaz à effet de serre ;

- diminuer au maximum les émissions non liées à la consommation d'énergie (par exemple de l'agriculture, ou des procédés industriels) ;
- augmenter les puits de carbone (naturel et technologique) pour absorber les émissions résiduelles incompressibles à l'horizon 2050 tout en développant la production de biomasse ;

CONSIDERANT que l'objectif fixé dans la loi de la transition énergétique pour la croissance verte (LTEVC), promulguée le 18 août 2015 est de porter à 40 % la part de l'électricité d'origine renouvelable dans la consommation électrique en 2030. Les efforts doivent donc être poursuivis pour s'inscrire dans la trajectoire de lutte contre le changement climatique. Quant au mix énergétique (données disponibles uniquement au niveau régional - 2017), la part de la production d'ENR dans la consommation d'énergie est de 21,5% (objectif de 32% à 2030 fixé dans la LTECV);

CONSIDERANT que la politique énergétique de la France, telle qu'elle est définie à l'article L.100-1 et suivants du code de l'énergie, prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030 ; et qu'à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité ;

CONSIDERANT que l'article 19 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a prévu que, *"Afin de diversifier les sources d'énergie, de réduire le recours aux énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre et de porter à au moins 23 % en 2020 la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale, soit un doublement par rapport à 2005, l'État favorisera le développement de l'ensemble des filières d'énergies renouvelables dans des conditions économiquement et écologiquement soutenables"* ;

CONSIDERANT que l'énergie éolienne constitue une source d'énergies renouvelables telle que définie à l'article L.211-2 du code de l'énergie ;

CONSIDERANT que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) fixe les objectifs nationaux, par période de 5 ans, tant en termes de sobriété et d'efficacité énergétique que de développement des EnR. Le plan de libération des énergies renouvelables, issu de groupes de travail initiés par Sébastien Lecornu pour les filières de l'éolien, du solaire et de la méthanisation, montre une volonté d'accélérer la dynamique de réalisation des projets;

CONSIDERANT que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) inscrit la France dans une trajectoire qui permettra d'atteindre la neutralité carbone en 2050, et fixe ainsi le cap pour toutes les filières énergétiques qui pourront constituer, de manière complémentaire, le mix énergétique français de demain ;

CONSIDERANT que l'atteinte de ces objectifs pour l'éolien terrestre passe par la mobilisation du gisement de vent des territoires et l'addition de chaque nouveau moyen de production ;

CONSIDERANT que dans ce contexte et parce que la filière de l'éolien terrestre a atteint une maturité industrielle, son développement est l'un des leviers permettant de contribuer à l'objectif de développement d'énergies renouvelables ;

CONSIDERANT que par ailleurs, la production d'électricité d'origine éolienne est caractérisée par :

- un très faible taux d'émission de CO₂ pour le parc installé en France (12,7 gCO₂/kWh contre 82 gCO₂/kWh pour le taux d'émission moyen du mix français) avec l'un des temps de retour énergétique parmi les plus courts de tous les moyens de production électrique : en un an l'énergie nécessaire à la construction, l'installation et au démantèlement futur d'une éolienne est compensée par sa production d'électricité;
- sa faible consommation d'espace et la possibilité de démanteler les installations;

- bien qu'intermittente, elle devient de plus en plus prévisible pour les gestionnaires des réseaux électriques, avec les évolutions des modèles météorologiques et l'utilisation du numérique dans le pilotage des réseaux. En 2019, l'éolien a représenté 6,3 % de la production d'électricité en France avec 34,1 TWh et une croissance de 21 % d'énergie d'origine éolienne produite en plus par rapport à 2018 ;

- au niveau national, une filière de 20 200 emplois pour une puissance raccordée de 17 GW en 30 juin 2020 ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques énergétiques du parc éolien du Cayrol par la société SARL SEPE LE CAYROL avec une puissance de 9 MW contribuent à répondre aux besoins définis dans la programmation pluriannuelle de l'énergie, et à l'atteinte des objectifs des politiques publiques en matière d'énergies renouvelables tant au niveau régional que national et local ;

CONSIDÉRANT que le projet d'un parc éolien sur la commune de MURAT SUR VÈBRE porté par la société SARL SEPE LE CAYROL répond à un développement maîtrisé de l'éolien terrestre sur le territoire concerné ;

CONSIDÉRANT que ce projet permet d'accroître la production d'une énergie renouvelable, conformément aux objectifs affichés ;

CONSIDÉRANT ainsi que le projet répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT qu'il découle de l'alinéa 2 de l'article 1er de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que modifié par l'arrêté du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment en ses articles 22 et 23, que les dossiers de demande d'autorisation environnementale portant sur des projets d'installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sont instruits au regard des dispositions en vigueur au moment de leur dépôt, notamment en ce qui concerne les règles de calcul du montant des garanties financières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

Arrête

Titre I - Dispositions générales

Article 1 Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La SARL Société d'Exploitation de Parcs Éoliens (SEPE) LE CAYROL, filiale de la société OSTWIND INTERNATIONAL dont le siège social est situé Espace européen de l'entreprise, 1 rue de Berne - 67 300 SCHILTIGHEIM est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter le parc éolien du Cayrol composé de 3 aérogénérateurs de puissance unitaire de 3 MW sur le territoire de la commune de MURAT SUR VÈBRE, au lieu-dit « Le Cayrol », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu de :

- Autorisation requise pour des installations classées pour la protection de l'environnement prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- Autorisations prévues par les articles L. 5111-6, L. 5112-2 et L. 5114-2 du code de la défense ;
- Autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L. 5113-1 de ce code et de l'article L. 54 du code des postes et des communications électroniques ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;
- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2.

Article 3 Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y			
Aérogénérateur n° 1	691 283,22	6 284 182,50	MURAT SUR VÈBRE	Le Cayrol	J03 - 652
Aérogénérateur n°2	691 398,66	6 284 326,19	MURAT SUR VÈBRE	Le Cayrol	
Aérogénérateur n°3	691 460,06	6 284 533,73	MURAT SUR VÈBRE	Le Cayrol	
Poste de livraison	691 273,02	6 284 146,24	MURAT SUR VÈBRE	Le Cayrol	

Les installations citées à l'article 3 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

L'exploitant doit informer le Préfet, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.

L'exploitant doit informer le Préfet, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud, Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien concerné.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation du parc éolien.

Titre II - Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

Article 1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Nombre d'aérogénérateurs : 3 Hauteur en bout de pale: 119 m Hauteur du mât : 78 m Puissance unitaire : 3 MW Puissance totale : 9 MW	A

A : installation soumise à autorisation

Un contrôle altimétrique et un certificat de conformité du respect de cette côte devront être fournis avant le démarrage de ces unités.

Article 2 – Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1. du présent titre.

Article 2.1 – Montant des garanties financières

Le montant initial des garanties financières à constituer s'élève donc à :

$$M = \Sigma(Cu) = Nb \text{ mâts} * (50\,000 + ZZZ) = 3 * (50\,000 + 10\,000) = 180\,000 \text{ €}$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I de l'arrêté du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R. 515-36 du code de l'environnement.

Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes:

- a) lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW: Cu = 50 000
- b) lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW: Cu = 50000 + 10 000 * (P-2)

où:

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur;

- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

L'exploitant adresse au préfet, avant la mise en service du parc éolien, les justificatifs attestant la constitution du montant des garanties financières..

Article 2.2 – Actualisation du montant des garanties financières

L'exploitant doit réactualiser tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule ci-dessous mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

$$M(\text{année } n) = M \times ((\text{Index}_n / \text{Index}_0) \times ((1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0)))$$

où :

- M_n est le montant exigible à l'année n
- M est le montant initial de la garantie financière à l'installation
- Index_n est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie
- Index_0 est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011, fixé à 102,1807 calculé sur la base 2010
- TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie
- TVA_0 est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2011, soit 19,60 %

Article 2.3 – Établissement des garanties financières

Conformément aux articles R.515-101 à R.515-104 du code de l'environnement, la mise en service des installations visées à l'article 1. du présent titre est subordonnée à la constitution des garanties financières définies dans le présent arrêté. L'exploitant doit constituer ces garanties financières lors de la mise en service du parc éolien.

Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

L'exploitant adresse au préfet, **avant la mise en service des éoliennes du parc éolien**, les justificatifs attestant la constitution du montant des garanties financières.

Article 2.4 – Renouvellement des garanties financières

Ces garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent titre.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document justificatif dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5 – Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant joint à la déclaration prévue à l'article R.181-47 du code de l'environnement le document mentionné à l'article II.2.3 du présent arrêté attestant des garanties que le nouvel exploitant a constituées.

Article 2.6 – Changement d'exploitant

Conformément à l'article R.512-104 du code de l'environnement, lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant joint à la déclaration prévue à l'article R. 512-68 le document mentionné à l'article R. 515-102 attestant des garanties que le nouvel exploitant a constituées.

Article 2.7– Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.515-46 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.8 – Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel et mettre en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de démantèlement et remise en état mentionnées à l'article R.515-106 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L.171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Par ailleurs, lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e du I de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné à l'alinéa précédent est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Article 2.9 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512.39-1 à R.512.39-3 et R.515-105 à R.515-108 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux. L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 – Mesures spécifiques liées à la phase travaux, de construction, de maintenance lourde et de démantèlement

Article 3.1 – Informations à réaliser

Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautique à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.

L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique – Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :

- des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

L'exploitant informe par courrier le SDIS du Tarn de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.

Article 3.2 – Périmètre du chantier

Le périmètre des travaux de construction du parc éolien comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des éoliennes, les zones de stockage de la terre excavée, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant) .

Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur de la DREAL lors de la transmission du planning des travaux.

Article 3.3 – Date d'intervention

Afin de préserver les espèces, les travaux de défrichement (si nécessaire) sont autorisés uniquement entre le **15 septembre et le 31 octobre**.

Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (décapage, terrassement, réalisation et destruction des fondations, montage des éoliennes...) et au raccordement sont interdits en phase de reproduction, soit du 1^{er} avril au 31 juillet.

En phase chantier, la réalisation des travaux de débroussaillage, de déboisement et de coupes d'arbres s'effectue strictement entre mi-septembre et octobre. Les arbres abattus seront laissés tranquilles sur site pendant 24h avant d'être évacués.

Les travaux de finalisation des aménagements peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises.

En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par la DREAL Occitanie.

L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL Occitanie la date de démarrage du chantier, deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.

Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressé préalablement à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.

Article 3.4 – Mesures de préparation et d'encadrement du chantier

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux dans le cadre de la procédure de marché public et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet
- la situation géographique de zones à risques ou à enjeux,
- les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises,
- l'organisation générale du chantier,
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues,
- l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet,
- les moyens de lutte contre la pollution,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier et excluant l'emploi de préparation phytosanitaires,
- les moyens de sensibilisation, formation, de contrôle interne,
- les objectifs et les moyens de remise en état du site incluant le réemploi des terres végétales récupérées...).

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un bureau d'études (écologue...) chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.

Ces documents doivent être transmis sur demande de l'inspecteur de la DREAL.

Article 3.5 – Mesures à respecter pendant la phase chantier de construction (éolienne, poste de livraison et raccordement) et de démantèlement

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement (cf. notamment cahier des charges) et met notamment en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation voire d'accompagnement appropriées prévues pour les phases chantiers indiquées dans l'étude d'impacts.

1) Balisage des stations à protéger :

Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées repérées en amont notamment. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent à ce stade être rajoutées dans les documents de planification environnementale de travaux.

Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.

Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent) et permettre la mise en défens de tous les milieux naturels et espèces protégées.

2) Circulation des engins :

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage robuste par un écologue, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation, afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces. Ils devront circuler uniquement sur les chemins d'accès et les zones spécialement aménagées (aires de levage,...). La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

Le déplacement des engins devront éviter les chemins identifiés comme à enjeux pour les amphibiens et les reptiles. Cette mesure sera incluse et détaillée dans le cahier des charges de consultation des entreprises.

3) Déblais/remblais :

Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives. Les câbles électriques seront enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées .

Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.

4) Création des fondations des éoliennes:

Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien du Cayrol montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations plus impactantes que celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 22 décembre 2017. Ce porter-à connaissance comprend à minima :

- l'impact sur la géologie,
- l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,
- l'impact sur la santé,
- le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les fondations des éoliennes, les tranchées de raccordement au réseau électrique... Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide. La cartographie des différents volumes stockés ou à stocker devra être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement sera réalisé lorsque les amphibiens ne sont pas présents après vérification.

5) Moyens de lutte contre la pollution:

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus;
- mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ;
- mise à disposition de kits anti-pollution;
- pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies;
- entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur,
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation,
- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées.
- mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut,
- interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche.
- création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes,
- aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI,
- installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

Dans le cadre de travaux notamment de voies d'accès, si le périmètre de captage du Cayrol (à 100 mètres de l'éolienne E4) devait être traversé, l'avis de l'ARS est exigé après réalisation d'une étude particulière de ces travaux.

6) Suivi du chantier :

Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Dans la suite du présent arrêté, ces bureaux d'études ou associations compétents sont désignés par le terme "intervenants".

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de la DREAL Occitanie, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL;
- une périodicité hebdomadaire durant les phases de libération des emprises et de construction. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à

l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de phase critique de chantier, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où une espèce protégée était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent immédiatement des solutions à l'exploitant qui lui-même communique dans un délai de 24h maximum les éléments à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les intervenants est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

7) Mise en exploitation :

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi.

- la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté,
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises),
- l'attestation de la constitution des garanties financières,
- la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie.

Article 3.6 – Démantèlement et remise en état

L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL Occitanie la date de démarrage du chantier, deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.

Les opérations de démantèlement et de remise en état, prévues à l'article R.515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défauts éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au 1er juillet 2022, au minimum 90% de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85% lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au 1er juillet 2022, au minimum, 35% de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Article 4 – Mesures liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux pour le paysage et le patrimoine

Le poste de livraison fera l'objet d'une intégration paysagère via un habillage en bardage bois naturel.

Article 5 – Gestion des déchets

Sans préjudice du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié sus-visé, l'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R.541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. En effet, le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 – Mesures acoustiques

Dans les 12 mois suivant la mise en service en totalité de l'installation, l'exploitant engage la réalisation à ses frais d'une campagne de mesures des émissions sonores des aérogénérateurs, dans les zones à émergence réglementée et dans le périmètre de mesure du bruit de l'installation tel que défini à l'article 2 et conformément aux dispositions des articles 26 à 28 de l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

En cas de dépassement des niveaux sonores réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois après fourniture des résultats de la campagne de mesures, un plan de fonctionnement et de bridage éventuel des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles ainsi que le calendrier associé de mise en œuvre. Il s'assure de son efficacité en réalisant un contrôle dans les 6 mois suivant cette mise en place.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

Article 7 – Mesure des champs électromagnétiques

Dans les 12 mois suivant la mise en service en totalité de l'installation, l'exploitant engage la réalisation à ses frais d'une campagne de mesures des champs électromagnétiques des aérogénérateurs, dans leur environnement.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures ainsi qu'à la population locale.

Article 8 – Prévention des risques

Article 8.1 – Identification des installations

Chaque mât ou poste de livraison fait l'objet d'un affichage réfléchissant lisible à 30 m, mentionnant le numéro de l'éolienne. A l'entrée de chaque plateforme, l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage, nom de l'exploitant, nom du site, numéro de l'éolienne ou du poste de livraison, numéro d'appel d'urgence de l'exploitant) sera clairement affichée.

Article 8.2 – Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'incendie

En complément des mesures de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980, l'exploitant met en œuvre les prescriptions suivantes :

1. Lors des périodes de travaux, de maintenance ou de contrôle, des moyens d'extinction adaptés seront mis à disposition des personnels travaillant sur le site. Ces derniers disposeront en outre d'un moyen permettant d'alerter ou de faire alerter les secours (téléphone, radiotéléphone...).

Implantation :

2. Maintenir l'accès à chaque éolienne pour permettre l'intervention des sapeurs-pompiers. Une voie, au minimum praticable par les véhicules « tous chemins » doit être maintenue dans un état tel qu'elle permette à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours (voies de circulation de largeur de 3 mètres minimum avec une hauteur libre disponible de 3,50 mètres minimum). Elle sera clairement identifiée, maintenue en constant état de propreté et dégagée de tout objet ou végétation susceptible de gêner la circulation. En cas de cul-de-sac, elles doivent permettre les demi-tours et les croisements des engins.
3. Débroussailler le terrain sur un rayon de 50 m au moins autour des installations avec un entretien annuel ainsi que 10 mètres de part et d'autre des voies y donnant accès.

Construction :

4. Placer le transformateur éventuel dans un local totalement isolé et interdit d'accès. Le local doit être clairement identifié par un pictogramme symbolisant le risque électrique.

Dégagement :

5. Réaliser un accès et dégagement sûr de l'équipement technique situé en hauteur. Y disposer d'un équipement anti-chutes adapté et de blocs autonomes d'éclairage de sécurité. Cet éclairage de sécurité doit être doublé par des projecteurs accessibles facilement.
6. Doter chaque groupe d'éoliennes de deux équipements de protection individuelle permettant d'accéder aux nacelles en toute sécurité. Ces équipements doivent être en nombre suffisant

pour permettre simultanément leur usage par des personnes de l'établissement et deux sapeurs-pompiers.

Installations techniques :

7. Installer et signaler des organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, mouvement des pales...). Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit facilement accessible en permanence par les services de secours.
8. Faire procéder périodiquement, par des techniciens compétents, à l'entretien et à la vérification des installations.
9. Identifier clairement les risques des locaux électriques par des pictogrammes adaptés.
10. Équiper les postes de transformation de matériel électro-secours (perche, tabouret, ...).
11. Équiper les locaux électriques (poste de raccordement, transformateur, ...) d'une détection automatique d'incendie, adressable, avec report de l'alarme à un poste surveillé en permanence.
12. Placer les transformateurs à bain d'huile sur rétention.

Risques spéciaux :

13. Afficher des consignes claires pour intervenir sur un sinistre éventuel ou pour un secours à personne comprenant notamment :
 - un plan complet et inaltérable des équipements avec la localisation des accès, des circulations verticales et horizontales, des dispositifs de sécurité anti-chutes, des organes de coupure des énergies, des moyens de secours et des zones à risque (électrique, champ électromagnétique, pièces en mouvement...);
 - la conduite à tenir détaillée relative à la mise en sécurité des installations avant toute intervention ;
 - un numéro de téléphone d'une personne compétente à prévenir en cas d'urgence.
14. Installer un dispositif de protection contre la foudre efficace et correctement dimensionné
15. S'assurer que la zone n'est pas concernée par des activités aériennes telles que parapente, deltaplane, planeur, parachutisme et se rapprocher des instances de l'aviation civile afin de répertorier le site.
16. Installer un dispositif d'arrêt automatique des installations en cas de contrainte trop élevée sur les éléments des constructions (vent important, blocs de glace...).

Moyens de secours :

17. Établir des consignes claires et précises pour :
 - transmettre un appel de demande de secours aux sapeurs-pompiers,
 - collaborer à distance aux opérations de secours et de lutte contre l'incendie,
 - sécuriser les installations,
18. Assurer aux sapeurs-pompiers défendant le secteur une formation sur les mesures conservatoires à prendre en cas d'incident et sur les caractéristiques techniques de l'installation ;
19. Installer des extincteurs, adaptés aux risques en qualité et quantité, à proximité des locaux techniques (générateur, transformateur...);
20. Définir une procédure permettant aux agents en charge des opérations de maintenance de mettre à la disposition des secours extérieurs les clés d'accès à la base du mat ;

21. Doter chaque éolienne d'un moyen de communication fixe ou mobile permettant aux secours extérieurs d'établir une liaison avec les agents éventuellement en difficulté dans la nacelle.
22. la mise en place d'un poteau d'incendie ou en cas d'impossibilité, d'une réserve d'eau de 60 m³ à proximité du poste de livraison en sachant que l'emplacement de la réserve d'eau devra être validé par les sapeurs-pompiers. Cet équipement permet un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de sa pleine capacité (vérification du niveau d'eau, absence de fuite...). L'exploitant doit pouvoir justifier de cette maintenance.

Article 8.3 – Documents à adresser au SDIS avant la mise en service

L'exploitant s'assure de la transmission aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours, avant la mise en service des installations, des éléments suivants qu'il met à jour si nécessaire :

- un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant :
 - les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mâts, pistes, hydrants, postes de livraison dans la projection de géoréférencement convenant au SDIS). Ces plans doivent comporter :
 - x l'emplacement des points de rencontre en phase chantier,
 - x l'emplacement des zones de pose d'hélicoptères éventuellement,
 - x le tracé des voies et pistes permettant d'accéder aux éoliennes,
 - x la localisation des éoliennes avec leur numérotation,
 - x l'emplacement des postes de raccordement.
 - les caractéristiques techniques des aérogénérateurs : caractéristiques dimensionnelles, type de matériel (fabricant, origine), nature, volume et localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plate-forme de travail, coupures sur le secteur,...).
- les coordonnées d'un technicien compétent ou d'un responsable d'astreinte susceptible de prendre immédiatement contact avec les secours en cas d'intervention du SDIS sur ces structures (à mettre à jour régulièrement en cas de modification des données) . Cette personne doit pouvoir être contactable 24H/24 et 7J/7 afin de communiquer notamment les premières consignes en cas d'intervention du SDIS sur site. Ces informations devront faire l'objet d'une mise à jour régulière auprès des services du SDIS.

Article 9 – Balisage

En période d'exploitation, les éoliennes sont équipées d'un balisage diurne et nocturne conformément à l'arrêté du 23 avril 2018.

Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage, la synchronisation des éclats de feux (balisage lumineux) des aérogénérateurs du parc éolien du Cayrol a lieu de jour comme de nuit.

Article 10 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 11 – Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R.553-5 à R.553-8 du code de l'environnement pour l'application de l'article R.512-30, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage forestier.

Titre III - Dispositions particulières relatives à la dérogation espèces protégées au titre des articles L. 411.1 et L411.2 du code de l'environnement

Article 1 - Listes des espèces concernées par la dérogation espèces protégées

Les spécimens suivants sont concernés par la dérogation :

Oiseaux (70 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
Aquila chrysaetos – Aigle royal	non	1 individu tous les vingt ans	oui
Prunella modularis – Accenteur mouchet	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Alauda arvensis – Alouette des champs	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Lullula arborea – Alouette lulu	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Accipiter gentilis – Autour des palombes	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Pandion haliaetus – Balbuzard pêcheur	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Scolopax rusticola – Bécasse des bois	oui	1 individu par an	oui
Loxia curvirostra – Bec-croisé des sapins	oui	1 individu par an	oui
Motacilla alba – Bergeronnette grise	oui	1 individu par an	oui
Motacilla flava – Bergeronnette printanière	oui	1 individu par an	oui
Pernis apivorus – Bondrée apivore	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Pyrrhula pyrrhula – Bouvreuil pivoine	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Emberiza cia – Bruant fou	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Emberiza citrinella – Bruant jaune	oui	1 individu tous les dix ans	oui

Circus pygargus – Busard cendré	non	1 individu tous les dix ans	oui
Circus aeruginosus – Busard des roseaux	non	1 individu tous les dix ans	oui
Buteo buteo – Buse variable	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Carduelis carduelis – Chardonneret élégant	oui	1 individu par an	oui
Strix aluco – Chouette hulotte	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Circaetus gallicus – Circaète Jean-le-Blanc	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Cuculus canorus – Coucou gris	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Accipiter nisus – Epervier d'Europe	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Sturnus vulgaris – Etourneau sansonnet	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Falco tinnunculus – Faucon crécerelle	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Falco subbuteo – Faucon hobereau	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Sylvia atricapilla – Fauvette à tête noire	oui	1 individu par an	oui
Sylvia borin – Fauvette des jardins	oui	1 individu par an	oui
Garrulus glandarius – Geai des chênes	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Larus fuscus/marinus – Goeland brun ou marin	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Corvus corax – Grand corbeau	non	1 individu par an	oui
Phalacrocorax carbo – Grand cormoran	non	1 individu tous les dix ans	oui
Certhia brachydactyla – Grimpereau des jardins	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Turdus viscivorus – Grive draine	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Turdus pilaris – Grive litorne	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Turdus iliacus – Grive mauvis	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Turdus philomelos – Grive musicienne	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Coccythraustes coccythraustes – Grosbec casse-noyaux	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Ardea cinerea – Héron cendré	non	1 individu tous les dix ans	oui
Delichon urbicum – Hirondelle de fenêtre	non	3 individus par an	oui
Ptyonoprogne rupestris/Riaria riparia – Hirondelle de rochers / de rivage	non	1 individu par an	oui
Hirundo rustica – Hirondelle rustique	non	1 individu par an	oui
Carduelis cannabina – Linotte mélodieuse	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Apus apus – Martinet noir	non	3 individus par an	oui

Turdus merula – Merle noir	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Aegithalos caudatus – Mésange à longue queue	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Cyanistes caeruleus – Mésange bleue	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Parus major – Mésange charbonnière	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Lophophanes cristatus – Mésange huppée	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Periparus ater – Mésange noire	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Poecile palustris – Mésange nonnette	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Milvus migrans – Milan noir	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Dendrocopos major – Pic épeiche	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Dryocopus martius – Pic noir	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Columba palumbus – Pigeon ramier	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Fringilla coelebs – Pinson des arbres	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Fringilla montifringilla – Pinson du Nord	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Anthus trivialis – Pipit des arbres	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Anthus pratensis – Pipit farlouse	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Phylloscopus collybita – Pouillot véloce	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Regulus ignicapilla – Roitelet huppé	oui	1 individu par an	oui
Regulus regulus – Roitelet triple bandeau	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Erithacus rubecula – Rougegorge familier	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Phoenicurus phoenicurus – Rougequeue à front blanc	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Phoenicurus ochruros – Rougequeue noir	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Sitta europae – Sittelle torchepot	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Saxicola rubecula – Tarier pâle	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Oenanthe oenanthe – Traquet motteux	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Troglodytes troglodytes – Troglodyte mignon	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Gyps fulvus – Vautour fauve	non	1 individu tous les dix ans	non
Carduelis chloris – Verdier d'Europe	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Chiroptères (15 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
Barbastella barbastellus – Barbastelle	oui	1 individu tous les dix ans	oui

d'Europe			
Miniopterus schreibersii - Minioptère de Schreibers	non	1 individu tous les dix ans	oui
Tadarida teniotis – Molosse de Cestoni	non	1 individu tous les dix ans	oui
Myotis sp – Murin sp	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Nyctalus noctula – Noctule commune	oui	1 individu tous les vingt ans	oui
Noctula leislerii – Noctule de Leisler	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Plecotus austriacus – Oreillard gris	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Rhinolophus hipposideros – Petit Rhinolophe	non	1 individu tous les dix ans	oui
Pipistrellus pipistrellus – Pipistrelle commune	oui	3 individus par an	oui
Pipistrellus kuhlii – Pipistrelle de Kuhl	oui	2 individus par an	oui
Pipistrellus nathusii – Pipistrelle de Nathusius	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Pipistrellus pygmaeus – Pipistrelle pygmée	oui	2 individus par an	oui
Eptesicus serotinus – Sérotine commune	oui	1 individu tous les cinq ans	oui
Vespertilio murinus – Sérotine bicolore	oui	1 individu tous les dix ans	oui
Hypsugo savii – Vespère de Savi	non	1 individu tous les deux ans	oui
Reptiles (3 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Capture/ déplacement
Podarcis muralis – Lézard des murailles	oui	3 individus	oui
Lacerta bilineata – Lézard vert occidental	oui	3 individus	oui
Zootoca vivipara – Lézard vivipare	oui	3 individus	oui
Amphibiens (6 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation
Bufo bufo spinosus – Crapaud épineux	oui	3 individus	oui
Rana dalmatina – Grenouille agile	oui	3 individus	oui
Rana temporaria – Grenouille rousse	oui	3 individus	oui
Pelophylax sp. - Grenouille verte	oui	3 individus	oui
Salamandra salamandra – Salamandre tachetée	oui	3 individus	oui
Lissotriton helveticus – Triton palmé	oui	3 individus	oui
Entomofaune (1 espèce)	Destruction/	Destruction d'individus	Perturbation

	altération d'habitats		
Euphydryas aurinia – Damier de la Succise	non	oui	oui

Le nombre de spécimens autorisé à la destruction peut évoluer en fonction de l'état des populations des espèces concernées par le projet. Si le porteur de projet souhaite faire évoluer ce chiffrage, il devra au préalable effectuer une étude précise des populations concernées, en se basant sur des connaissances actualisées des tailles des populations, et sur une modélisation scientifique pour évaluer les mortalités supportables.

Période de validité :

La période de validité de la dérogation est définie à compter de la date de signature du présent arrêté, pendant toute la durée des travaux de construction du parc éolien et jusqu'au terme de l'exploitation du parc éolien. Ce délai peut être modifié en cas de démantèlement et de remise en état anticipée ou à l'inverse prolongé en cas de prolongation de la durée d'exploitation.

Les mesures de compensation et de suivi sont mises en œuvre pour une durée équivalente à la durée d'exploitation du parc éolien et doivent donc être effectives au plus tard à la mise en service du parc et jusqu'au démantèlement complet du parc et la remise en état des lieux.

Périmètre concerné par cette dérogation :

Cette dérogation concerne le périmètre des travaux de construction du parc éolien, par la société OSTWIND. Il comprend aussi les pistes d'accès à créer ou à élargir pour accéder au site de projet, les zones de travaux pour le montage/démantèlement des éoliennes et le poste de livraison, ainsi que les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes.

S'ils interviennent en dehors des périmètres mentionnés ci-dessus, les éventuels impacts sur les espèces protégées (travaux de raccordement électriques par exemple) ne sont pas couverts par la présente dérogation.

Article 2- Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité)

Article 2-1. Implantation des éoliennes et mesures en phase travaux

Afin de réduire la collision avec les chiroptères et l'avifaune, l'exploitant prévoit au minimum une garde au sol des éoliennes de 30 m.

Article 2-2. Mesures de réduction en phase d'exploitation

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de réduction des impacts suivantes :

- MR1: mesures préventives visant à limiter les mortalités de chiroptères ;
- MR2 : détection /effarouchement et arrêt des éoliennes pour limiter le risque de mortalité de l'avifaune;
- MR3 : réduction de l'attractivité des habitats sous les éoliennes pour la faune ;

Article 2-2.1 MR1 : Mesures préventives pour les chiroptères

1) Recherche de gîtes à chiroptères

Avant le début des travaux, un passage de chirotérologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier de façon exhaustive que chacun des arbres de la zone d'emprise des travaux voué à être abattu ne

présente pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. L'occupation des cavités sera systématiquement vérifiée à l'aide d'un endoscope. En cas de non occupation la cavité sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus.

2) Réduire l'attractivité d'insectes

Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, doivent être conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices doivent être rendus inaccessibles aux chiroptères.

Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère. L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.

3) Bridage en faveur des chiroptères

Dès la mise en fonctionnement du parc éolien, toutes les éoliennes doivent avoir un bridage opérationnel et efficace pour les chiroptères.

Ce bridage consiste à arrêter la rotation des pales. Afin d'éviter la mise en route intempestive des machines, il est nécessaire de régler au minimum ou au maximum l'angle d'attaque des pales pour que le vent ne les entraîne pas, ou en faisant pivoter la nacelle pour que les pales ne soient plus face au vent.

Ce bridage doit être opérationnel entre le 15 mars et le 15 novembre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque :

- la température est supérieure ou égale à 10° C ;
- la vitesse de vent est inférieure ou égale à 8 m/s.

4) Traçabilité et contrôle du bridage

L'exploitant met en œuvre les moyens et dispositifs permettant de démontrer la bonne mise en œuvre du bridage.

Ces moyens et dispositifs comprennent :

- l'enregistrement et le stockage sur un temps de retour d'au moins 3 ans de l'évolution chaque seconde de la vitesse de rotation du rotor (en RPM) de chaque éolienne.
- l'enregistrement et le stockage sur un temps de retour d'au moins 3 ans des données environnementales de température extérieure et de vitesse de vent. Ces mesures sont réalisées à hauteur de nacelle sur chaque éolienne.
- la compilation de ces données et leur présentation sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs. Ces données sont archivées à minima sur une période de 3 ans.
- un système d'enregistrement vidéo nocturne en continu horodaté et infalsifiable permettant de visualiser en temps réel ou a posteriori la vitesse de rotation des rotors de chaque éolienne concernée à tout moment de la mise en œuvre de la mesure de bridage. Ces vidéos (format compatible avec le logiciel gratuit VLC) sont archivées sur une période tampon de deux mois.

Les données prévues ci-dessus et les vidéos sont consultables par l'inspecteur de la DREAL via une interface internet lors d'un contrôle.

Suite à la demande de l'inspecteur de la DREAL, l'exploitant transmet, en moins de 72 heures, les codes internet permettant l'accès temporaire pendant un mois à ces données.

5) Indisponibilité ou dysfonctionnement du dispositif de bridage nocturne

Dès la mise en exploitation et pendant toute la période annuelle concernée par le paramétrage de la régulation nocturne, à savoir du 15 mars au 15 novembre durant, le bridage « chiroptères » est opérationnel et efficace. Le fonctionnement des éoliennes est asservi à l'opérationnalité des appareils de mesure de température et de vitesse de vent et d'enregistrement vidéo. En cas de défaillance d'un ou de ces appareils, la ou les éoliennes concernées sont alors immédiatement arrêtées pendant toute la période nocturne jusqu'à complète réparation.

L'exploitant doit informer la DREAL dès qu'il a connaissance de la défaillance du bridage et de la confirmation de la mise à l'arrêt de production nocturne du parc éolien. Dans les 24 heures avant la remise en service, l'exploitant justifie de la réparation en transmettant, à la DREAL, une analyse des causes de la défaillance ainsi que les mesures nécessaires mises en œuvre pour réparer et éviter que ce même type de défaillance se reproduise.

Un registre de défaillance et de maintenance du système de bridage est ouvert dès la mise en exploitation du parc (incluant la phase test) et sa copie est tenue à disposition de l'inspecteur de la DREAL sur simple demande.

Article 2-2.2 MR2 – Surveillance continue de l'approche de spécimen d'espèce protégée d'avifaune diurne, régulation appropriée des éoliennes et effarouchement

1) Principes généraux

Dès la mise en fonctionnement du parc éolien, incluant les tests de fonctionnement préalables à l'exploitation, chaque éolienne bénéficie d'une mesure de surveillance continue de l'approche de spécimen d'espèce protégée dite cible qui enclenche des actions adéquates de régulation de la vitesse de rotation du rotor et le cas échéant d'effarouchement afin d'éviter le risque de collision avec la dite espèce cible.

En l'absence d'une telle mesure, chaque éolienne est mise à l'arrêt pendant les périodes de présence potentielle de ces espèces protégées, de 30 min avant le lever du soleil à 30 min après le coucher du soleil.

La mesure de surveillance continue peut mobiliser des moyens humains et/ou technologiques. Les moyens technologiques mobilisés incluent systématiquement des dispositifs vidéo qui permettent de caractériser précisément l'espèce concernée.

Quels que soient les moyens utilisés, ils respectent la même séquence :

A - Détecter toutes les espèces protégées cibles retenues en déplacement aérien à une certaine distance d'une éolienne dite Distance de détection suffisante

B - Engager une régulation de l'éolienne pour chaque espèce cible qui atteint une distance particulière à l'éolienne dite Distance de régulation suffisante. Cette Distance de régulation (D_r) est calculée de la manière suivante :

$D_r = VSS \text{ (en m/s)} \times TER \text{ (en seconde)}$ où

VSS est la Vitesse au Sol de l'espèce cible (VSS) en m/s. Elle est calculée en temps réel estimée d'après les moyennes relevées sur site ou tirées de la bibliographie.

TER est le Temps écoulé entre l'Engagement d'un ordre de Régulation et l'atteinte par le rotor de la vitesse non accidentogène pour le spécimen d'espèce cible lorsque celui-ci est susceptible d'être à proximité immédiate dudit rotor (à savoir la sphère balayée par les pales plus 20 mètres).

La Vitesse non accidentogène retenue par l'exploitant est justifiée d'après la bibliographie disponible. En l'absence de cette justification, l'ordre d'arrêt des pales sera donné dès détection d'une des espèces cibles retenues.

C - Engager le cas échéant un effarouchement lorsque l'espèce cible se trouve à proximité immédiate du rotor (soit la sphère de rotation du rotor plus 20 mètres) et cesser cet effarouchement immédiatement après que cette vitesse ait été atteinte.

D - Constater l'absence ou non de collision de l'espèce cible

E- La remise en fonctionnement des éoliennes en l'absence de détection d'une de ces espèces cibles détecté dans les distances retenues et à la condition de pouvoir déclencher immédiatement une nouvelle régulation en cas de nouvelle détection d'une espèce cible.

2) Espèces cibles

La mesure de surveillance en continu doit permettre la régulation des éoliennes lors de la détection à minima des espèces avifaunistiques dites cibles suivantes : **Aigle royal, Milan noir, Busard cendré, Circaète Jean le Blanc, Vautour fauve, Vautour percnoptère.**

3) Champs de détection

Considérant les capacités de déplacement aérien des espèces protégées visées par le présent arrêté, l'approche d'une espèce cible est susceptible d'intervenir sur tous les plans horizontaux et verticaux et dans toutes les directions. La mesure de surveillance continue doit ainsi garantir un champ de détection établi sur 360° à l'horizontale et 360° à la verticale et centré autour du rotor de chacune des éoliennes. Le pétitionnaire décrira le champ de détection tridimensionnel réel pour chacune des

éoliennes et les éventuelles obstructions induites par les pales en rotation, le relief ou les autres éléments fixes du paysage environnant et susceptibles de réduire ce champ de détection. Le pétitionnaire justifiera que l'existence de ces obstructions ou de zones masquées ne réduit pas significativement le champ de détection ni l'efficacité du dispositif sinon des solutions devront être proposées.

Le système de détection est en capacité de prendre en compte plusieurs dizaines d'espèces cibles simultanément (cas du déplacement en groupe d'espèces cibles retenues).

4) Périodes de mise en œuvre

La mesure est mise en œuvre pendant toute la période de présence potentielle des espèces visées par le présent arrêté.

Dans le cas des espèces de l'avifaune diurne, celles-ci pouvant être actives en période crépusculaire, la mesure est mise en œuvre en période diurne mais aussi 30 min avant le lever jusqu'à 30 min après le coucher du soleil.

5) Paramétrages et tests préalables

Avant le démarrage de l'exploitation du parc (incluant la période de test d'exploitation des éoliennes), l'exploitant justifie de l'efficacité de la mesure et indique plus particulièrement :

- les moyens mobilisés et les méthodes mises en œuvre,
- les périodes de surveillance,
- les VSS retenues,
- le TER mesuré
- les Vitesses non accidentogènes retenues par l'exploitant,
- les distances de régulation retenues pour les différentes espèces cibles visées par le présent arrêté
- les champs de détection pour chaque éolienne en les illustrant notamment par des planches photographiques ou des représentations 3D et en précisant les réductions éventuelles du champ de détection du fait du relief ou des éléments fixes du paysage incluant notamment les autres éoliennes ou encore des obstructions induites par les pales en rotation,
- les moyens supplémentaires prévus pour compenser les réductions éventuelles du champ de détection et garantir l'efficacité de la mesure.

Toute modification de paramétrage ou d'équipement du système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine doit faire l'objet d'une information préalable de l'inspecteur de la DREAL. Ces modifications doivent pouvoir justifier d'une amélioration de l'efficacité de ce système de réduction.

6) Test d'opérationnalité lors de la mise en marche du système de réduction de la mortalité aviaire

Réalisé lors de la mise en marche de ce système, ce test doit permettre la vérification de l'opérationnalité du système de réduction par simulation à l'aide d'un ou des drone(s) de l'approche d'une espèce cible sur chaque éolienne. La réalisation de ce test induit la mise en rotation des rotors. Il est systématiquement réalisé en présence d'un ou de plusieurs surveillants compétents chargés de détecter toute approche d'espèce protégée et, dans ce cas, d'engager sans délai l'arrêt de la rotation du rotor de l'éolienne concernée.

Ce test permet de plus de déterminer :

- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection humains et/ou technologiques,
- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque Eolienne.

Ce test fait l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation.

Dans la première année de mise en service de ce système, il est aussi réalisé un bio-monitoring d'une durée minimale de 20 jours sur une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne (période crépusculaire compris : 30 min avant le lever du soleil et jusqu'à 30 min après le coucher du soleil), par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile qui pourront détecter toute approche d'espèce protégée et, dans ce cas, d'engager sans délai l'arrêt de la rotation du rotor de l'éolienne concernée.

Le bio-monitoring est assuré par un prestataire qui a obtenu une autorisation définie à l'article 9.5 ci-

après.

Ce biomonitoring fait l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation.

7) Dispositions particulières concernant l'emploi de l'effarouchement :

Sans amplifier un risque accidentogène pour l'avifaune, un système d'effarouchement peut être utilisé pour inciter la déviation des trajectoires des espèces cibles, qui rentreraient dans la sphère à risque en complément de la mise en œuvre de la régulation. Cet effarouchement doit pouvoir être rapide et non permanent afin de ne pas induire un impact sur d'autres espèces protégées locales.

8) Traçabilité et contrôle du système de réduction de mortalité aviaire

L'exploitant met en œuvre les moyens et dispositifs permettant de démontrer la bonne mise en œuvre et l'efficacité des moyens de détection, de régulation et de l'absence de collision tout au long de la période d'exploitation.

Ces moyens et dispositifs comprennent à minima :

- l'enregistrement et le stockage sur un temps de retour d'au moins 3 ans des données de fonctionnement de l'éolienne et notamment l'évolution chaque seconde de la vitesse de rotation du rotor (en RPM) de chaque éolienne.

- en cas de mobilisation de moyens technologiques, l'enregistrement et le stockage sur un temps de retour d'au moins 3 ans des données vidéos de détection, d'engagement de régulation et d'effarouchement infalsifiables. Ces données précisent la date et l'heure de chaque événement et leur durée respective pour chaque éolienne ainsi que le nom de l'éolienne et le nom de la caméra concernée avec son orientation cardinale.

La durée des vidéos enregistrées est suffisante pour constater visuellement la détection de l'espèce cible, la décélération de la vitesse du rotor jusqu'à celle non accidentogène retenue et l'absence de collision. Ces vidéos ont un format compatible avec le logiciel gratuit VLC et accessibles via une interface décrite ci-dessous. Leur sauvegarde est de trois ans pour toute détection de l'avifaune.

- la compilation de ces données sous forme de base de données montrant la corrélation entre les détections, les régulations effectives avec ou sans collision par mât/date/horaire/numéro de caméra. Ces données sont archivées à minima sur une période de 3 ans.

- un système vidéo diurne d'enregistrement en continu horodaté et infalsifiable permettant de visualiser en temps réel ou a posteriori la vitesse de rotation des rotors de chaque éolienne concernée ou l'absence de collision à tout moment de la mise en œuvre de la mesure de surveillance continue. Ces vidéos (format compatible avec le logiciel gratuit VLC) sont archivées sur une période tampon de deux mois.

Les données prévues ci-dessus et les vidéos (hors vidéo en continu) sont consultables par l'inspecteur de la DREAL via une interface internet lors d'un contrôle.

Suite à la demande de l'inspecteur de la DREAL, l'exploitant transmet, en moins de 72 heures, les codes internet permettant l'accès temporaire pendant un mois à ces données.

Concernant les vidéos en continu, elles seront transmises sous 72 heures à l'inspecteur sur simple demande précisant la période requise (comprise dans les deux mois de cette demande).

9) En cas de défaillance du système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine

Dès la mise en exploitation (incluant la période de test) et durant toute la période de fonctionnement du parc éolien, le système de réduction doit être opérationnel et efficace.

En cas de panne ou d'indisponibilité du dispositif du système (notamment l'impossibilité de détecter, d'effaroucher ou de décélérer la machine par le système, d'accéder au système à distance, d'enregistrer des vidéos...), le système n'est plus considéré comme efficace et opérationnel.

La ou les éoliennes concernées sont alors, par asservissement, immédiatement mise(s) à l'arrêt jusqu'au retour à l'état initial d'efficacité de la mesure.

Ce système dispose de fonctionnalités d'auto-diagnostic permanent et de mise à l'arrêt automatique et immédiat de chaque éolienne concernée dès constat d'un dysfonctionnement. Chaque éolienne concernée ne peut être redémarrée qu'après réparation des pannes constatées et retour à l'état initial d'efficacité.

L'exploitant informe l'inspecteur de la DREAL, dès qu'il a connaissance, de toute mise à l'arrêt des éoliennes en indiquant les dates et heures de mise à l'arrêt et communique une analyse des causes de

la défaillance ainsi que les mesures nécessaires mises en œuvre pour réparer et éviter que ce même type de défaillance se reproduise, avant 48h de la remise en route.

L'exploitant tient à jour en permanence à disposition de l'inspecteur de la DREAL un registre des indisponibilités et pannes constatées et des mesures palliatives et curatives mises en œuvre.

Ce registre est consultable de façon dématérialisée dès la mise en exploitation du parc. Une copie de ce registre sur une période déterminée est transmise à l'inspecteur de la DREAL sur simple demande.

10) Outil nécessaire pour détecter la réduction des capacités de réduction

Lorsque les conditions atmosphériques et météorologiques (pluie, neige, brouillard, poussières, etc.) ne permettent plus de garantir la détection des espèces cibles visées par le présent arrêté dans les périmètres des Distances de détection et des Distances de régulation prévues par l'exploitant, chaque éolienne concernée est immédiatement mise à l'arrêt jusqu'à complet retour des conditions le permettant.

La mesure continue de ces conditions atmosphériques et météorologiques au droit de chaque éolienne concernée peut être réalisée par des moyens technologiques (visibilimètre par exemple). L'utilisation de tels moyens est soumise aux mêmes impératifs d'efficacité, de permanence, de test, de contrôle et de rapportage que l'utilisation de moyens technologiques de détection tel qu'évoqué dans les articles précédents du présent arrêté et sur l'intégralité de la période de surveillance continue. De la même manière, les moyens technologiques de mesure des conditions atmosphériques et météorologiques disposent d'une fonctionnalité d'auto-diagnostic et de mise à l'arrêt immédiat et automatique de la ou des éoliennes concernées en cas de dysfonctionnement. Ces dysfonctionnements sont mentionnés dans le registre dématérialisé décrit dans le paragraphe précédent. Cet outil doit être positionné en nacelle sur le mat le plus haut du parc. Un bilan de fonctionnement annuel de cet outil en précisant les périodes d'arrêt du parc est accessible sur l'interface lors d'un contrôle. Ce bilan est conservé pendant trois ans.

11) En cas de mortalité d'une espèce cible

Le système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine mis en place doit être en capacité de détecter une ou plusieurs collisions simultanées d'individu(s) des espèces d'oiseaux cibles dans la zone du rotor. Dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori (délai établi à trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement), une recherche de cadavre doit alors être immédiatement effectuée, en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Ce prestataire écologue doit avoir obtenu une autorisation d'exercer.

S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'une des espèces cibles retenues (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple), tout le parc éolien est mis en arrêt en période diurne et crépusculaire (30 min avant le lever du soleil et jusqu'à 30 min après le coucher du soleil). L'exploitant déclare cette mortalité à l'inspecteur de la DREAL dès qu'il en a connaissance en utilisant le modèle de fiche d'incident téléchargeable sur le site internet de la DREAL. Un rapport analysant les causes de cette mortalité et proposant des mesures correctives suffisantes pour préserver les espèces cibles est transmis à l'inspecteur 48h avant la remise en service.

La remise en service de toutes les éoliennes est conditionnée à la mise en œuvre immédiate de ces mesures correctives qui rendent le système de détection/effarouchement/ régulation opérationnel et efficace.

Il est rappelé que cette autorisation ne fait pas office de dérogation espèce protégée pour le Vautour percnoptère. Aucune mortalité de cette espèce protégée n'est autorisée.

12) Mesure d'évaluation du système :

Tous les 5 ans à compter de la mise en service du système de réduction de mortalité aviaire, l'exploitant vérifie son opérationnalité par :

- une simulation avec un ou des drones sur chaque éolienne,
- un biomonitoring d'une durée minimale de 20 jours sur une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles du présent arrêté.

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne et période crépusculaire (30 min avant le lever du soleil jusqu'à 30 min après le coucher du soleil), par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile qui pourront détecter toute approche d'espèce protégée et, dans ce cas, d'engager sans délai l'arrêt de la rotation du rotor de l'éolienne concernée.

Le bio-monitoring est assuré par un prestataire qui a obtenu une autorisation définie à l'article 9.5 ci-après.

Cette mesure d'évaluation fait l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation.

Article 2-2.3 MR3 – Réduction de l'attractivité des habitats sous les éoliennes pour la faune

Les prescriptions suivantes visent à écarter l'intérêt des secteurs proches des éoliennes à la fois comme zones de chasse ou comme opportunités d'ascendances thermiques pour les rapaces. Elles permettront par la même occasion de limiter l'attractivité de ces secteurs pour l'ensemble des autres espèces oiseaux et des chiroptères.

Ces mesures concernent toutes les éoliennes et consistent à :

- Limiter la régénération de toute pelouse ou friche herbacée ainsi que la formation d'ourlets ou bandes enherbées en bordure d'aménagement (chemin d'accès, plateformes), de manière à éviter la formation de zones de refuge pour la petite faune (insectes...) qui faciliteraient les séquences de chasse de certains rapaces dans des secteurs initialement cultivés. Cet objectif est visé par le compactage de la surface en gravillonnée et l'entretien mécanique régulier (au moins une fois par an). L'utilisation de pesticides est à proscrire ;
- Recouvrir les plateformes des éoliennes de gravillons de pierres concassées locales, de couleur claire pour limiter la formation de petites ascendances thermiques (limitation de l'échauffement du sol).
- L'entretien de la végétation aux abords des éoliennes sera effectué entre mi-septembre et mi-novembre.

L'ensemble des habitats ponctuels ou linéaires (gîtes, mares, haies) favorables aux espèces est supprimé dans les surfaces surplombées par les éoliennes.

Article 2-3. Mesures de suivi environnemental

MS1 : suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères

1) Modalités

Le suivi de mortalité est réalisé selon les protocoles réglementaires en vigueur au moment de leur date de réalisation qui sont renforcées par des prescriptions définies ci-après.

L'exploitant devra faire intervenir uniquement un prestataire écologue ayant eu une autorisation d'exercer.

Pour réaliser les tests nécessaires à l'interprétation des résultats de suivi de mortalité, l'exploitant ou le prestataire compétent désigné par ce dernier pour la réalisation des suivis environnementaux (notamment suivi de mortalité) doit engager les démarches administratives nécessaires afin de pouvoir utiliser des cadavres d'animaux d'élevages justifiant de garanties sanitaires satisfaisantes.

L'exploitant transmet à l'inspection de la DREAL les rapports de suivi mortalité au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.

2) Le suivi de mortalité d'oiseaux et de chiroptères MS1 est le suivant :

Pour le suivi de mortalité, l'estimation de la mortalité réelle à partir des mortalités constatées est faite en appliquant les meilleures formules de correction disponibles, sur la base de la mesure des biais inhérents à ce type de suivi. Sont par conséquent mesurés les paramètres d'efficacité de l'observateur, la persistance des cadavres, la surface prospectée (en cas d'impossibilité de parcourir l'ensemble des surfaces de chute potentielle des cadavres sous les éoliennes). Pour les suivis de mortalité, les paramètres de correction de l'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres sont mesurés trois fois chaque année de suivi (printemps, été, automne), ainsi que la correction de la surface prospectée en cas d'impossibilité de parcourir l'ensemble des surfaces de chute potentielle des cadavres sous les éoliennes. La surface à prospecter est à minima, un cercle ou un carré sous chaque éolienne de côté égale au diamètre de la sphère à risque (diamètre du rotor additionné de 20 m minimum).

Le suivi est réalisé sur les 3 premières années consécutives à la mise en service du parc. A l'issue de ces 3 ans, si les résultats obtenus en matière de réduction d'impact sont jugés satisfaisants par l'inspecteur de la DREAL, la fréquence est ensuite réduite à un suivi tous les 10 ans. Dans le cas

contraire, la fréquence des suivis de mortalité demeure annuelle jusqu'à obtention de paramètres de réduction de mortalité adéquats. Dans le cas de modification de paramétrage et afin d'évaluer son efficacité, le suivi est relancé au moins sur une année.

Pour chaque année de suivi, la fréquence de passage de suivi minimale est définie de la façon suivante sur la base des résultats obtenus lors des tests de persistance effectués sur l'année avant la réalisation des suivis au printemps (mars - mai), en été (juin - juillet) et en automne (août - novembre) :

-- > pour les résultats des tests de printemps et d'été obtenus supérieures ou égales à 4 jours : le suivi est effectué a minima sur 1 passage/semaine de mi-mars à mi-juillet, sinon le suivi est effectué sur 2 passages/semaine.

-> pour les résultats des tests d'automne obtenus supérieurs ou égaux à 2 jours : le suivi est effectué a minima sur 2 passages/sem de mi-juillet à mi-novembre. S'il est inférieur à 2 jours, le suivi doit se faire sur a minima 3 passages/semaine de mi-juillet à mi-novembre.

-> pour la période de mi-novembre à mi-mars: 1 passage/mois

L'objectif est de garder une cohérence entre la pression d'inventaire et les résultats de tests de persistance.

La mortalité corrigée ne doit pas dépasser quatre fois la mortalité constatée dans le cadre des suivis. S'il y a dépassement, le suivi de mortalité est refait jusqu'à l'obtention de la valeur mortalité corrigée/ mortalité constaté < 4. Pour cela, la fréquence de passage est augmentée pour diminuer les facteurs de correction, et/ou des méthodes de détection plus performantes sont mises en oeuvre (détection canine par exemple). En effet, afin d'augmenter l'efficacité de la recherche de cadavres et de réduire le temps de recherche, l'intervention de chien(s) dressé(s) peut être à privilégier. La justification des compétences du ou des chiens utilisés sera mentionnée dans chaque rapport des suivis qui devra être transmis à la DREAL dans un délai de deux mois suite à la fin du suivi.

Les résultats des suivis de mortalité doivent être rapportés en détails avec la date, l'heure et le lieu (point GPS, coordonnées Lambert 93) de découverte de chaque cas détecté, et l'espèce déterminée.

Les rapports de suivi de mortalité doivent intégrer l'engagement de l'exploitant à mettre en oeuvre les mesures/recommandations faites suite à l'analyse des résultats ou justifier leur non prise en compte. Ces mises en oeuvre sont à l'initiative de l'exploitant, l'inspection de la DREAL doit en être informée.

MS2 à MS4 : suivi d'activité d'oiseaux et de chiroptères

Les suivis de la biodiversité dans la zone d'implantation du parc éolien à mettre en oeuvre sont :

- MS2 suivi d'activité des chiroptères ;
- MS3 suivi des espèces d'oiseaux nicheuses au voisinage du parc éolien ;
- MS4 suivi de la migration des oiseaux au voisinage du parc éolien.

MS2 : Suivi d'activité des chiroptères

L'exploitant met en place un suivi continu de l'activité des chiroptères sur l'ensemble du cycle biologique de mars à mi- novembre, à la fois au sol et en altitude (à hauteur de nacelle). Ce suivi ainsi que le suivi de mortalité visent à optimiser les paramètres de bridage préventif prescrit en mesure MR1.

Il est mis en place durant les trois premières années d'exploitation du parc éolien, c'est-à-dire de mars à mi-novembre, puis 1 fois tous les 10 ans. En parallèle et suivant les mêmes durées et fréquences, un suivi des paramètres vent, température, et tout autre facteur pertinent pour caractériser l'activité des chiroptères.

A l'issue de chaque année complète de suivi d'activité des éoliennes, l'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL, en même temps que le suivi environnemental, le bilan de la mise en oeuvre du système de bridage préventif, détaillant toutes les périodes d'arrêt effectif des éoliennes et mettant en évidence, pour chaque arrêt :

- la date, l'heure de début et de fin de l'arrêt,
- les enregistrements de vent et de température durant la période d'arrêt (minimum, moyenne et maximum),

- le niveau d'activité mesuré des chiroptères.

Ainsi que l'analyse des suivis d'activité des chiroptères, couplés à des mesures de température, de vent, et de tout autre paramètre pertinent.

MS3 : Suivi des espèces d'oiseaux nicheuses au voisinage du parc éolien

Le suivi MS3 est mis en place suivant la méthode BACI (Before After Control Impact) avec les techniques adaptées aux espèces suivantes, sur une année complète et intégrant des parcelles témoins, non perturbés par des aménagements et comparables aux terrains d'implantations du parc éolien :

- points d'écoute IPA pour les passereaux,
- points d'écoute nocturne / repasse pour les espèces nocturnes (rapaces...)
- autres protocoles spécifiques à adapter par l'exploitant en fonction des espèces cibles.

MS4 : Suivi des migrations post-nuptiale et pré-nuptiale des oiseaux au voisinage du parc éolien

Le suivi MS4 est mis en place suivant les mêmes modalités (lieux suivis, dates, effort de prospection) que celui mis en œuvre pour l'étude d'impact s'il existe.

Les suivis MS3 et MS4 sont réalisés à minima sur un cycle biologique au cours des 3 premières années d'exploitation puis une fois tous les 10 ans. Les modalités de ces suivis (nombre de passages, période, durée...) doivent être validées par la DREAL 6 mois avant leur mise en œuvre.

Les protocoles détaillés pour les suivis MS1, MS2, MS3, MS4 sont soumis à validation préalable de la DREAL Occitanie avant la mise en œuvre.

L'exploitant transmet à l'inspection de la DREAL, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée, les rapports du suivi environnemental au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain, réalisée dans le cadre de ces suivis.

Article 2-4 Transmission de l'information

1) Transmission des données et publication des résultats

En complément de l'obligation de versement des données brutes de biodiversité sur la plate-forme DepoBio, les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises au Système d'Information sur la Nature et les Paysages en Occitanie et aux opérateurs des PNA des espèces concernées, suivant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les résultats de ces suivis peuvent être rendus publics par la DREAL, pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres parcs éoliens.

2) En cas de recherche et découverte de cadavre d'espèces protégées

Toute manipulation d'espèce protégée doit faire l'objet d'une intervention d'un prestataire disposant de l'autorisation préfectorale préalable nécessaire en application des articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement, concernant le transport, l'utilisation ou la détention de cadavres d'espèces protégées dans le cadre d'un suivi de mortalités et de besoins d'analyse aux fins de détermination des espèces, lorsque cette détermination ne peut se faire sur le terrain, ou pour autopsie en cas de doute sur les causes de mortalité. Cette autorisation ainsi que l'information sur les capacités de conservation des cadavres chez ledit prestataire sont tenues à la disposition de l'inspecteur de la DREAL sur simple demande.

A l'issue de ces analyses, les cadavres sont transmis à un organisme scientifique ou détruits suivant les dispositions réglementaires applicables. Les seules manipulations autorisées, en dehors de l'écologue autorisé pour les suivis de mortalité, concernent, en cas d'impérieuse nécessité, l'enlèvement d'un animal blessé pour le conduire sans délai à un centre de soins, ou le remettre à l'Office Français de la Biodiversité.

Les mortalités de toutes les espèces protégées font l'objet d'un signalement à la DREAL Occitanie dès que l'exploitant en a connaissance pour les espèces menacées ou quasi menacées (catégories NT, VU, EN, CR) suivant la liste rouge UICN nationale (et/ou régionale si elle existe) en vigueur en utilisant le modèle de fiche d'incident téléchargeable sur le site internet de la DREAL.

Article 3 – Mesures de compensation

Article 3-1 Création/reconstitution d'une lande à éricacées

Dans le cadre du projet de parc éolien du Cayrol, une lande à éricacées, habitat d'intérêt communautaire, d'une surface d'environ 1200 m² a été détruite pour la pose du mât de mesure. Afin de compenser cette destruction de cette lande à éricacées, le porteur de projet créera sur environ 2400 m² une zone transformée en lande à éricacées.

La lande sera localisée sur la parcelle N°90, Section B de la commune de Murat-sur-Vèbre. La commune et son gestionnaire, l'ONF, acceptent la localisation de cette mesure. Cette parcelle est localisée à plus de 7,9 kilomètres au nord-ouest du projet.

L'exploitant devra impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact des parcelles, ainsi que leur localisation, accompagné du mode de gestion définitif.

La compensation devra être effective dès le début des travaux.

Article 3-2 Mise en place d'un îlot de sénescence

Le porteur de projet créera sur 5 ha un îlot de sénescence localisé sur la parcelle N°607, Section OH de la commune de MURAT-SUR-VÈBRE, dans un boisement de feuillus.

Cette mesure sera effective à minima pendant toute la durée d'exploitation du parc éolien.

L'exploitant devra impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact des parcelles, ainsi que leur localisation, accompagné du mode de gestion définitif.

La compensation devra être effective dès le début des travaux.

Article 3-3 Création d'une mare

Le porteur de projet mettra en place une mare favorable aux amphibiens présents sur l'aire d'étude immédiate et à proximité. La superficie de cette mare sera de 100 m². Cette mare sera déconnectée du réseau routier et implantée à l'emplacement du mât de mesure utilisé pour l'étude des chiroptères en altitude.

La compensation devra être mise en place dès le début des travaux.

Article 3-4 Création et préservation de milieux ouverts favorables à l'alimentation et la nidification de l'avifaune, en particulier les rapaces

Le porteur de projet permettra la conservation et la gestion des landes sèches sur une superficie de 10 ha.

Cette mesure sera effective à minima pendant toute la durée d'exploitation du parc éolien.

L'exploitant devra impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact des parcelles, ainsi que leur localisation, accompagné du mode de gestion définitif.

La compensation devra être effective dès le début des travaux.

Titre IV - Dispositions particulières relatives à l'autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13 et L.341-3 du code forestier

Article 1^{er} – Nature de l'autorisation de défrichement

Le bénéficiaire désigné à l'article 1 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie de **2,612 hectares** de bois la parcelle située sur la commune de MURAT SUR VÈBRE et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	section	parcelle	surface cadastrale	surface autorisée
MURAT SUR VÈBRE	J03	652	27 ha 37 a 60 ca	2 ha 61 a 20 ca

Le défrichement a pour but l'installation d'un parc éolien.

Le défrichement doit être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

La durée de validité de l'autorisation de défrichement est de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 – Les mesures de compensation et d'accompagnement

En application de l'article L341-6 alinéa 1 du code forestier, la présente autorisation s'accompagne d'une obligation pour le pétitionnaire de compenser un tel défrichement.

Concernant le parc éolien du Cayrol, la mesure de compensation du défrichement sera faite uniquement via le paiement d'une indemnité (ou de compensation financière) et non à travers d'un boisement compensateur.

Le montant de la compensation s'élève à 23 247 €, calculé de la façon suivante :

- La compensation est assortie d'un coefficient multiplicateur de 2.
- Coût moyen du reboisement estimé au niveau national par l'O.N.F.: 2 800 €/hectare,
- Coût du foncier : prix le plus bas des terres sur la commune de MURAT SUR VÈBRE (source Ministère de l'agriculture 2020) : 1 650,00 €/hectare.
- $(2\,800\text{ €} + 1\,650\text{ €}) \times 2,612\text{ hectare} \times 2 = 23\,246,80\text{ €}$ arrondi à l'euro près, soit 23 247 € correspondant au coût de mise en place d'un chantier de reboisement.

Dans un délai d'un an à partir de la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant devra se libérer de cette obligation par le versement d'une indemnité compensatrice au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (imprimé joint en annexe).

Toutefois, lors de la remise en état du site, la SARL SEPE LE CAYROL s'est engagée auprès du propriétaire du site à le reboiser à l'identique.

Le boisement ou reboisement doit être effectué conformément aux conditions techniques définies dans l'arrêté du préfet de la région Midi-Pyrénées du 7 avril 2011 relatif aux travaux forestiers de transformation ou de conversion de peuplements de faible valeur économique en futaie et le guide technique « réussir la plantation forestière 3^e édition de décembre 2014 », notamment en ce qui concerne la qualité, les dimensions des plants et les densités de plantation.

Il porte sur une surface minimale de deux hectares d'un seul tenant. Les essences utilisées doivent être adaptées aux conditions stationnelles locales et l'origine des plants sera conforme à l'arrêté du préfet de la région Occitanie du 30 décembre 2020 portant fixation des listes d'espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État sous forme de subventions ou d'aides fiscales pour le boisement, le reboisement et les boisements compensateurs après défrichement. La plantation doit être conforme à l'arrêté du préfet de la région Occitanie du 30 décembre 2020 définissant les densités de plantation pour les projets de reboisement ou de boisement bénéficiant des aides de l'État.

Titre V - Dispositions diverses

Article 1 – Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement,

1. une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune de MURAT SUR VÈBRE et peut y être consultée ;
2. un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MURAT SUR VÈBRE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune MURAT SUR VÈBRE fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales à consulter en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement :
 - Dans le Tarn : MURAT-SUR-VÈBRE et NAGES ;
 - Dans l'Aveyron : ARNAC-SUR-DOURDOU ;
 - Dans l'Hérault : CAMBON-ET-SALVERGUES, CASTANET-LE-HAUT, ROSIS, SAINT-JULIEN et FRAISSE-SUR-AGOUT.
4. l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois ;

5. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation par les soins du bénéficiaire, la SARL SEPE LE CAYROL.

Article 2 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires du Tarn, le maire de la commune de MURAT SUR VÈBRE, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 – Délais et voies de recours

Sous réserve des dispositions des ordonnances prises en applications de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement et à l'article R.311-5 du code de la justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Bordeaux soit par voie postale, soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Albi, le 29 NOV. 2021.

Pour la préfète, par délégation,
Le sous-préfet de Castres,

François PROISY